

Direction des affaires juridiques
et législatives

Le 8 mai 2006

Monsieur Michel Bissonnet
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du Parlement
Bureau 1.30
Québec (Québec)
G1A 1A4

**Objet : Projet de loi d'intérêt privé n° 201 – Loi concernant
la Municipalité de Pointe-à-la-Croix
Parrain : Madame Nancy Charest, députée de Matane**

Monsieur le Président,

Conformément aux Règles de fonctionnement concernant les projets de loi d'intérêt privé, vous trouverez sous pli l'original et deux copies du rapport prévu à l'article 38 de ces Règles.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

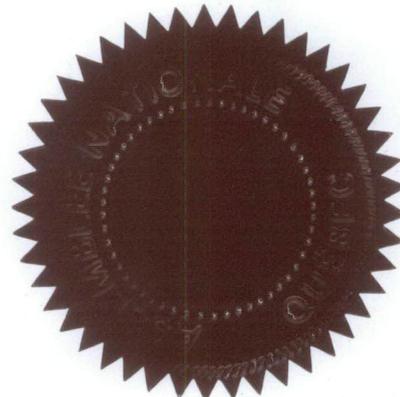
Le directeur des affaires juridiques
et législatives,



René Chrétien

RC/dl

p.j.



12-10-16

12-10-16

Rapport selon l'article 38 des Règles de fonctionnement
concernant les projets de loi d'intérêt privé

Au Président de l'Assemblée nationale,

Le projet de loi d'intérêt privé n° 201, Loi concernant la Municipalité de Pointe-à-la-Croix, a été déposé auprès du directeur de la législation le 28 février 2006, soit à une date qui lui permet d'être adopté par l'Assemblée nationale avant le 23 juin 2006 en vertu de l'article 35 des Règles de fonctionnement concernant les projets de loi d'intérêt privé.

L'avis publié à la Gazette officielle du Québec en vertu de l'article 36 de ces règles, ainsi que ceux publiés dans un journal en vertu de l'article 37 des mêmes règles ont été produits et sont conformes à ces articles.

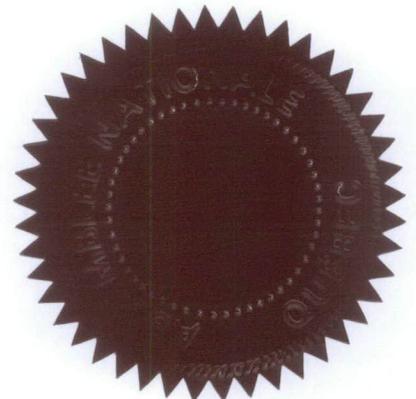
En conséquence, ce projet de loi peut être présenté à l'Assemblée nationale et être adopté avant le 23 juin 2006.

Le directeur de la législation,



René Chrétien

Québec, le 8 mai 2006



1. 10/10/10

ANNEXE AU RAPPORT

Le projet de loi a été déposé auprès du directeur de la législation le 28 février 2006.

L'avis a été publié :

- 1- à la Gazette officielle du Québec à la date suivante : 4 mars 2006;
- 2- dans le journal « La Voix du Restigouche » aux dates suivantes : 18 et 25 février 2006 et les 4 et 11 mars 2006.

Les copies des avis publiés dans le journal ont été produites auprès du directeur de la législation.

